



## SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

### SOMMAIRE

1	Agenda .....	2
2	Aide à domicile .....	3
3	Discriminations.....	4
4	Droit des étrangers .....	5
5	Economie Sociale et Solidaire .....	5
6	Enfance - Famille .....	5
7	Etablissement social et médico-social .....	7
8	Insertion .....	9
9	Jeunes .....	10
10	Logement .....	10
11	Pauvreté - Lutte contre les exclusions .....	11
12	Personnes âgées .....	13
13	Personnes en situation de handicap.....	18
14	Politique de la ville .....	20
15	Politiques sociales .....	21
16	Protection de l'enfance.....	22
17	Travail social.....	24
18	Violences.....	26
19	Acquisitions .....	26

# 1. AGENDA

---

## A l'Inset d'Angers :



### **La grande pauvreté : repérer et accompagner les publics invisibles**

24 et 25 novembre 2016, ANGERS

<http://www.cnfpt.fr/node/131690>

Colloque organisé par le Pôle Lutte contre les exclusions du CNFPT

## Ailleurs sur le territoire :

### **Les "Angles morts de la solidarité". Les enjeux du vieillissement**

13 octobre, PARIS

<http://aurore.asso.fr/les-angles-morts-de-la-solidarite-nouvel-acte-consacre-aux-enjeux-du-vieillissement-le-13-octobre.html>

Colloque organisé par Aurore

### **Mineurs isolés étrangers, pouvoir enfin poser ses valises**

19 octobre, PARIS

<http://www.centrebabel.fr/images/pdf/PRE-PROGRAMME-COLLOQUE-BABEL-2016.pdf>

Colloque organisé par le centre Babel

### **Le monde numérique et l'avancée en âge : enjeux et perspectives**

03 novembre 2016, ANGERS

<https://www.weezevent.com/13eme-rencontre-de-geronto-psychiatrie>

13èmes rencontres de Géronto-psychiatrie et de Psycho-gériatrie en Anjou

### **La santé des enfants confiés dans le cadre de la protection de l'enfance : un droit effectif ?**

06 novembre 2016, PARIS

<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actus/actualites/>

Journée organisée par l'ONPE, le Défenseur des Droits et le Fonds CMU

### **Droits de l'enfant accueilli en protection de l'enfance : de la parole aux actes**

08 novembre 2016, PARIS

<https://www.sosve.org/notre-engagement-pour-lenfance-en-danger/>

Colloque organisé par SOS Villages d'Enfants

### **Les travailleurs sociaux à l'épreuve de l'expertise sociale**

15 novembre 2016, ANGERS

<http://www.arifts.fr/index.php/actus/301-journee-d-etude-15-novembre-2016.html>

Journée organisée par l'ARIFTS Site Angevin

### **Co-construire pour manager**

15 et 16 novembre 2016, PARIS

<http://www.andesi.asso.fr/actualite/coconstruire-pour-manager-0>

Séminaire de l'Andési

### **Protéger les personnes âgées vulnérables**

17 novembre 2016, REZE

<http://formation-continue.ehesp.fr/formation/colloque-protection-juridique-des-majeurs/>

6<sup>ème</sup> journée d'étude des professionnels de la protection juridique des majeurs

Journée organisée par l'ARIFTS Site de Rezé

## **L'évaluation du travail social. Enjeux de visibilité et risques de normalisation : pratiques et regards actuels**

23 novembre 2016, PARIS

<http://www.etsup.com/L-evaluation-du-travail-social>

Colloque organisé par l'ETSUP

## **Inclure sans stigmatiser. L'emploi des personnes en situation de handicap dans la fonction publique**

24 et 25 novembre 2016, La Plaine Saint Denis

<http://www.ehesp.fr/2016/05/30/inclure-sans-stigmatis>

Colloque organisé par l'EHESP

## **Jeunes enfants en situation de handicap : les accompagner dans les soins, l'éducation, la vie sociale**

25 novembre 2016, PARIS

<http://www.snmpmi.org/spip.php?article326>

Colloque du Syndicat National des Médecins de Protection Maternelle et Infantile (SNMPMI)

## **2. AIDE A DOMICILE**

---

### **Les services à domicile, "paillason du médico-social ?" / MOUCHENIK Dafna**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 34**

Une directrice d'un service d'aide à domicile, Dafna Mouchenik, témoigne de la complexité de la gestion quotidienne de telles structures.

### **Aide à domicile. Les nouveaux enjeux de la famille" : résultats du baromètre ADMR-Kantar-Sofrès**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 18**

Deux tiers des Français estiment qu'il est plus difficile de s'occuper de sa famille aujourd'hui qu'il y a 30 ans, montrent les résultats d'une étude réalisée par Kantar Sofres pour l'ADMR, « Les nouveaux enjeux de la famille », présentée le 19 septembre. Les principales causes de ces difficultés croissantes sont l'augmentation du chômage et de la précarité, citée par 56 % des répondants, et la baisse du pouvoir d'achat (54 %). Autres enseignements : 63 % des Français disent « ne pas se sentir prêts à affronter seuls une situation compliquée », telle que la maladie grave d'un enfant ou la perte d'autonomie d'une personne âgée. Ils déclarent « ne pas être sûrs de pouvoir compter sur la solidarité familiale ».

<http://www.admr.org/espace-presse/communiqués-de-presse.html>

### **Handéo se penche sur les causes des refus d'intervention à domicile**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 18**

Quelles sont les raisons qui amènent un service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) à arrêter ou à refuser une intervention auprès d'une personne en situation de handicap ? C'est ce qu'a cherché à identifier l'Observatoire national des aides humaines d'Handéo à travers une étude rendue publique le 20 septembre. « En explorant ce sujet encore méconnu », Handéo a souhaité « s'intéresser à la situation de ceux "dont personne ne veut" et qui encourent des risques de rupture dans leur parcours ». L'analyse des décisions d'arrêt et de refus d'intervention dans les SAAD met en effet en lumière « des situations qui peuvent être qualifiées par les acteurs de "complexes" ou de "limites", explique Handéo, révélatrices d'un écart entre ce que la personne attend comme aide et ce que le service est capable de réaliser comme prestation ».

<http://www.handeo.fr/etudes-rapports-et-recherches>

**SAAD : un régime d'autorisation unique et un cahier des charges minimales national**  
**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 28**

Depuis le 1er juillet 2016, les conditions d'organisation et de fonctionnement applicables aux structures intervenant à domicile des personnes âgées, handicapées et des familles fragiles ont changé.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidText>

**Les plateformes de services à l'assaut du domicile**

**Journal du domicile (le), 08/2016, n° 82, p. 10-16**

Le concept inspire aussi bien les services commerciaux que les acteurs publics et les associations. Pourquoi entrons-nous dans l'âge des plateformes et avec quelles conséquences ? Le JDD vous invite à une plongée au cœur des révolutions qui impactent dès aujourd'hui le domicile et risquent fort de le changer durablement.

- Entretien avec Pascal Terrasse, député de l'Ardèche et auteur d'un rapport sur l'économie collaborative.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000100.pdf>

**Des jeux sérieux pour l'aide à domicile**

**Journal du domicile (le), 08/2016, n° 82, p. 17**

Après avoir essayé dans les secteurs de la santé ou de l'éducation, les serious games font leur apparition dans le médico-social avec trois objectifs : favoriser la prévention, appuyer la formation et soutenir le recrutement. Alors, gadget ou révolution ?

**Le projet de service : de la théorie à la pratique / HADDAD Patrick**

**Journal du domicile (le), 08/2016, n° 82, p. 18**

Introduit par la loi 2002-02 parmi ses 7 outils, le projet de service (PS) est devenu une obligation pour les services d'aide à domicile réputés autorisés par la loi ASV le 28 décembre 2015.

### 3. DISCRIMINATIONS

---

**Le coût économique des discriminations**

**France stratégie, 09/2016, 122 p.**

[http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/19-09-2016\\_fs\\_rapport\\_cout\\_economique\\_des\\_discriminations\\_final\\_web\\_0.pdf](http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/19-09-2016_fs_rapport_cout_economique_des_discriminations_final_web_0.pdf)

Entorse au principe républicain d'égalité des chances, les discriminations sont aussi un manque à gagner économique. Et la facture est lourde. Le coût des seules inégalités d'accès à l'emploi et aux postes qualifiés s'élèverait à 150 milliards d'euros. Décryptage...

**Le fondamentalisme laïc fragilise la France / KHOSROKHAVAR Farhad**

**Monde (le), 09/09/2016, p. 20**

Le laïcisme et l'intolérance républicaine, qui stigmatisent les musulmans en général et les femmes voilées en particulier, accélèrent le départ des élites musulmanes et alimentent l'islamisme radical.

## 4. DROIT DES ETRANGERS

---

**Le contrôle de la rétention administrative des étrangers dans la loi du 7 mars 2016 : retour sur un contentieux que le législateur peine à simplifier**

**Semaine juridique (Ia). Administration et Collectivités Territoriales, 12/09/2016, n° 36, p. 18-22**

Centrée sur les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence, la réflexion sur la dualité juridictionnelle dans des domaines touchant à la fois à la garantie de l'ordre public et à la liberté individuelle ne s'est guère arrêtée sur la toute dernière loi relative au statut des étrangers du 7 mars 2016. Pourtant, celle-ci revient sur le contentieux de la rétention administrative qui cristallise depuis plusieurs années le débat sur la répartition des compétences entre l'ordre judiciaire et l'ordre administratif. Elle retire ainsi au juge administratif sa compétence en la matière pour confier au seul juge judiciaire le contrôle de la mesure de placement en rétention, mettant en place un nouveau régime contentieux dont les contours demandent encore à être précisés.

**Loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France**

**Semaine juridique (Ia). Administration et Collectivités Territoriales, 12/09/2016, n° 36, p. 23-26**

Après la loi n° 2015-925 du 29 juillet 2015 relative à la réforme du droit d'asile, le Parlement a adopté la loi du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France. S'inspirant notamment de certaines conclusions du rapport de Matthias Fekl au Premier ministre, cette loi poursuit, selon l'exposé des motifs des 36 articles du projet déposé en juillet 2014 à l'Assemblée nationale, un triple objectif : sécuriser le parcours d'intégration des ressortissants étrangers par l'adoption d'une législation mieux adaptée et une plus grande clarté des procédures applicables ; contribuer à l'attractivité de la France ; garantir la protection des libertés individuelles et l'efficacité des décisions administratives d'éloignement, dans le respect des directives européennes. Ce sont finalement 68 articles qui seront adoptés pour répondre à ces objectifs.

## 5. ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

---

**Pour 1 euro investi en microcrédit, l'apport à la collectivité est de 2,38 euros**

**Gazette sante social (Ia), 09/2016, n° 132, p. 6**

Très souvent, l'économie sociale et solidaire, dans la mesure où elle est adossée à la fois à des ressources subventionnées et à des revenus du marché concurrentiel, est sommée de rendre des comptes. L'évaluation des services rendus à la collectivité est donc une question cruciale.

[http://www.gazette-sante-social.fr/wp-content/uploads/2016/06/ETUDE-SYNTHESE-MCPRO\\_270616\\_BD.pdf](http://www.gazette-sante-social.fr/wp-content/uploads/2016/06/ETUDE-SYNTHESE-MCPRO_270616_BD.pdf)

## 6. ENFANCE ET FAMILLE

---

**L'évolution des savoirs sur la parentalité / NEYRAND Gérard**

**Yapaka.be, 2016, 34 p.**

<http://www.yapaka.be/livre/levolution-des-savoirs-sur-la-parentalite>

Faire le point sur les extraordinaires changements qui ont marqué la place du jeune enfant et les relations privées depuis la seconde guerre mondiale nous permet de mieux comprendre comment les savoirs sur la petite enfance, sur les conceptions des places parentales et sur les relations parents-enfant, ce qu'on appelle aujourd'hui la parentalité, ont pu évoluer en lien avec les évolutions de la société. Une telle évolution des savoirs sur la parentalité vient pointer dans quelles mutations nos institutions sont prises et en quoi les politiques sociales sont obligées de se transformer, ou parfois de résister.

**Les actes usuels de l'autorité parentale / LEBRUN Pierre-Brice**  
**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 26-27**

Le code civil différencie les "actes usuels de l'autorité parentale" des "actes usuels relatifs à l'entretien et à l'éducation" : si les seconds sont accessibles aux tiers, les premiers sont exclusivement réservés aux titulaires (ou délégataires) de l'exercice de l'autorité parentale.

## Accueil de la petite enfance

**L'approche ethnologique dans la pratique des métiers de la petite enfance / CABALLE Caroline**  
**Métiers de la petite enfance, 08/2016, n° 236, p. 10-11**

Accueillir de jeunes enfants et leur famille mobilise chez les professionnels de la petite enfance des savoir-faire pratiques, des compétences théoriques et une forte capacité d'adaptation. En s'interrogeant sur leur pratique, les professionnels trouvent du sens à leur action et construisent des compétences communes. Ils prennent conscience de leur manière d'agir et de son impact sur une situation donnée. L'approche ethnologique peut favoriser cette mise en réflexion des pratiques en se distanciant du terrain.

**Attachement et maladies de l'adaptation à la crèche / AGESNE BANDEVILLE Armelle**  
**Métiers de la petite enfance, 08/2016, n° 236-237, p. 8-9**

L'entrée en collectivité pour l'enfant est liée à de nombreux bouleversements, affectifs et épidémiologiques notamment. Quelle part donner à chacun d'entre eux ? Pour surmonter cette séparation, l'enfant dispose de ses propres ressources, et il peut être accompagné par sa famille et par les professionnels dans ce moment si particulier.

**Le jeune enfant et la vie en collectivité / MOISSET Pierre**  
**Métiers de la petite enfance, 08/2016, n° 236-237, p. 13-25**

- Le collectif de jeunes enfants, un mirage social ?
- Limites, contraintes et richesses de la collectivité
- Penser le collectif d'enfants
- Construire un accueil collectif "suffisamment bon"
- Accueil collectif, communication et socialisation
- « Le dispositif passerelle est formidable pour les enfants et les professionnels »

**Conditions d'accueil, bien-être du professionnel et développement du jeune enfant / GROUX Frederic**

**Métiers de la petite enfance, 08/2016, n° 236-237, p. 26-28**

Ces dernières années, les établissements d'accueil du jeune enfant ont vécu des périodes de changements dans leur fonctionnement. La modification des taux d'encadrement, l'absentéisme et le turn-over des personnels, notamment, ont des impacts sur les professionnels et sur les enfants. Une analyse de situations sur le terrain permet de prendre du recul et de dégager des pistes afin de favoriser un accueil de qualité.

**La délégation d'accueil dans une maison d'assistants maternels / ONYSZKO Sandra**

**Métiers de la petite enfance, 08/2016, n° 236-237, p. 29-30**

Dans le cadre d'un exercice en maison d'assistants maternels, il est possible de se faire remplacer par un autre assistant maternel, avec l'accord de toutes les parties prenantes. Cette éventualité, encadrée par des dispositions réglementaires inscrites dans le Code de l'action sociale et des familles, prend le nom de délégation d'accueil.

**Ambiance de rentrée / SCHUHL Christine**

**Métiers de la petite enfance, 08/2016, n° 236-237, p. 31-32**

Les ambiances dans une crèche sont très spécifiques. En ce sens, les périodes de rentrée sont particulières. Tous les éléments mis en place autour de l'organisation et des décors ont de l'importance, tant pour les enfants que pour leurs parents et les professionnels qui les accompagnent. L'ambiance est élaborée grâce à un travail d'équipe où les plus petits détails ont leur importance.

### **Les temps de transition / SCHUHL Christine**

**Métiers de la petite enfance, 08/2016, n° 236-237, p. 35**

Un temps de transition entre deux activités constitue pour l'adulte un espace bien particulier, un entre-deux. Pour l'enfant, il s'agit d'un temps comme un autre. Ce moment, qui rime souvent avec organisation et efficacité, comprend aussi un risque de douces violences qu'il est important d'identifier.

### **La perception sonore / LAMIOT Alexandra**

**Métiers de la petite enfance, 08/2016, n° 236-237, p. 37-39**

Nous naissons et nous évoluons dans un milieu sonore omniprésent. Les sons nous entourent, nous construisent, aident à nous repérer dans un environnement, un espace, au sein d'un groupe. Pour le petit enfant, ils constituent un vaste support de découvertes.

### **Eloge de l'ennui / LE FOURN Jean-Yves, VALENTIN Jean-Jacques**

**Enfances & psy, 2016, n° 70, p. 6-108**

Une part de vérité habiterait-elle l'ennui, qu'il faille le tromper ? Par une organisation des loisirs et de l'école ou encore une occupation de l'adulte, au-delà de toute mesure. Car l'ennui génère de l'inquiétude : quelque chose ou quelqu'un, qui répondait, ne répond plus. C'est pourquoi, peut-être, l'ennui appelle prioritairement la figure de l'adolescent, aux prises avec un travail de deuil d'abord, puis de réappropriation lente de ses pensées. Imagine-t-on une vie sans l'ennui ? Sous l'étymologie réelle de l'ennui – in odio esse, être dans la haine –, perce une référence à la nuit, à l'insomnie, au désœuvrement, c'est-à-dire au désir d'autre chose. Mais ne peut-on s'ennuyer à mourir ?

D'un ennui dont l'indifférence à tout, le désintérêt, la dépression ou la mélancolie seraient les autres noms ? C'est alors qu'il conviendrait non seulement d'entendre l'ennui dans sa valeur de signe, mais d'en préciser – de l'ennui de l'enfant précoce à celui de l'enfant suicidaire – les caractéristiques annonciatrices au regard du trouble qui le sous-tend.

### **Accompagnement à la crèche d'un enfant présentant un trouble envahissant du développement / BELLION-BANIDE Emilie**

**Enfances & psy, 2016, n° 70, p. 129-139**

L'accueil en crèche d'un enfant présentant des symptômes de trouble du spectre autistique (tsa) pose la question des outils que le psychologue propose pour soutenir l'équipe et parents. L'accueil de l'enfant doit être adapté à ses besoins. Il passe par l'observation qui supporte des actions permettant d'aider les professionnels confrontés à la violence des symptômes. Le partenariat crèche et lieu-soin maintient l'investissement professionnel. Différencier espace-accueil et espace-soin soutient la parentalité et les professionnels.

Cet article souligne les axes de prise en charge proposés à un enfant ted, à ses parents et à l'équipe de crèche ainsi que des pistes pour penser l'accueil de l'enfant ted parmi les autres.

## **7. ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL**

---

**"La mise à égalité des droits du prestataire et du bénéficiaire relève d'une intention idéologique"**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 32-33**

La loi du 2 janvier 2002 a changé la donne concernant le droit des usagers, ceux-ci cédant progressivement la place aux « personnes accueillies » ou « accompagnées ». Une évolution positive, qui masque cependant un changement profond de la relation entre le citoyen et la puissance publique. C'est la lecture que propose l'avocat Olivier Poinot dans un ouvrage très complet sur le sujet.



**Le conseil de la vie sociale, lieu de débat en devenir / DENIMAL Dominique**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 16/09/2016, n° 47, p. 34-35**

Les conseils de la vie sociale sont désormais installés dans la plupart des établissements. Les directeurs s'efforcent à présent d'en faire de réelles instances de dialogue en s'appuyant sur différents outils.

**Personnel des GCSMS : un vrai casse-tête !**  
**Lettre du cadre territorial (la), 08/2016, n° 500, p. 54-55**

Les dispositions qui régissent les groupements de coopération sociale et médico-sociale, créés par la loi du 2 janvier 2002, ont traité un peu (trop) rapidement la question des personnels, laissant bien des incertitudes que nous allons tenter de lever ici.

**Du dialogue de gestion à la gestion du dialogue au sein des établissements médico-sociaux : ou l'impossible équation ? / PORTEILS Alain**  
**Revue du gestionnaire public, 07/2016, n° 3, p. 34-37**

Au cours des vingt dernières années, les mécanismes de financement des établissements médico-sociaux, et plus récemment des services d'aide à domicile, ont progressivement évolué vers la signature d'accords conventionnels pluriannuels. Ainsi donc les logiques de tarification qui ont prévalu pendant une longue période sont mises de côté au profit de dispositifs de partenariat. Cependant, la réalité des mises en place et du suivi de ces accords sont plus complexes qu'il n'y paraît, des écueils, des facteurs d'échec apparaissent et perdurent si un certain nombre de conditions ne sont pas remplies. Ainsi, le dialogue de gestion peut être compliqué à mettre en œuvre et la gestion de ce dialogue s'avère également délicate... surtout parce que ces évolutions sont bien plus que des modifications de financement.

**Les maux (mots) de la nuit en institution**  
**Cahiers de l'actif (les), 07/2016, n° 482-483, p. 3-152**

Aujourd'hui, les métiers de la nuit concernent plus d'un établissement sur deux, soit 40 000 professionnels (surveillants, infirmiers, aides-soignants, AMP, moniteurs-éducateurs..) et constituent un maillon essentiel dans l'accompagnement des usagers. Comment les établissements et services sociaux ou médico-sociaux appréhendent-ils la question du travail de nuit ? Comment rendre compte de cette "réalité nocturne" et de son impact sur le vécu des usagers et des professionnels ? Ce dossier examine, dans des contextes très variés, cet espace-temps particulier, cette "nuit institutionnelle" et son impact sur les modalités d'accompagnement.

<http://www.actif-online.com/publications/les-cahiers-de-lactif/le-dernier-numero/les-maux-mots-de-la-nuit-en-institution.html>

**Le coordinateur est-il dégagé des liens hiérarchiques ? / BADAIRE Gilles**  
**Cahiers de l'actif (les), 07/2016, n° 482-483, p. 155-166**

L'article aborde la question du lien entre la coordination (dans un sens fonctionnel) et la fonction de direction (chef de service ou directeur). Ce binôme, parfois infernal, parfois harmonieux, conditionne une partie du fonctionnement actuel des équipes médico-sociales... Comment se positionner sans être "hiérarchique" ? Est-il possible d'évacuer cette question ?

**La maltraitance et ses sanctions / POINSOT Olivier**  
**Cahiers de l'actif (les), 07/2016, n° 482-483, p. 181-201**

La polysémie de la notion de maltraitance, par la juxtaposition de considérations pénales et d'attentes qualitatives non nécessairement infractionnelles, peut conduire à une confusion que les recommandations de bonnes pratiques professionnelles contribuent à dissiper. La sanction de la maltraitance, si elle présente un caractère quasi absolu en cas d'atteinte à l'intégrité des personnes accueillies, prend une forme plus relative dès lors que le juge prend en considération les circonstances de chaque espèce.



## **Livre blanc. CPOM : comment se préparer au mieux avant sa signature ?**

**Direction(s), 2016, 8 p.**

[http://www.directions.fr///Global/Livres\\_blanco/2/Livre-Blanc-CPOM-1603.pdf](http://www.directions.fr///Global/Livres_blanco/2/Livre-Blanc-CPOM-1603.pdf)

Jusqu'alors facultatif, le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) va progressivement s'imposer à une majeure partie des gestionnaires d'établissements ou services sociaux et médico-sociaux. La loi "vieillesse" du 28 décembre 2015 prévoit en particulier d'en faire l'outil de référence en remplacement des conventions tripartites pluriannuelles des EHPAD !

Dans un contexte budgétaire toujours très contraint, il est indispensable d'anticiper ces évolutions majeures.

Découvrez dans ce livre blanc Direction[s] Clés, les repères pour savoir si vous êtes concernés par l'obligation de conclure un CPOM et les étapes qui marqueront la négociation de ce contrat.

## **8. INSERTION**

---

### **Les contrats uniques d'insertion et les emplois d'avenir en 2015**

**DARES analyses, 09/2016, n° 47, 9 p.**

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes>

464 000 contrats aidés ont débuté en 2015, 347 000 dans le secteur non marchand et 117 000 dans le secteur marchand. Les recrutements en contrat unique d'insertion sont en forte hausse particulièrement dans le secteur marchand où les embauches ont presque doublé, tandis que les embauches en emploi d'avenir ont diminué de 13 %. Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé a augmenté de 15 % (+9 % pour les emplois d'avenir malgré la baisse des recrutements, en raison de la longueur des contrats) et atteint 441 000 fin décembre 2015.

### **Les structures de l'insertion par l'activité économique : quels liens avec les différents acteurs économiques ?**

**DARES analyses, 09/2016, n° 52, 10 p.**

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques>

Plus de 80 % des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) appartiennent à un réseau de l'IAE. Les relations qu'elles entretiennent au sein du secteur sont très développées ; deux tiers d'entre elles ont des relations régulières avec d'autres SIAE et un quart fait partie d'un ensemble (regroupement de SIAE). Ces liens étroits leur permettent le plus souvent d'échanger sur l'accompagnement des salariés en parcours d'insertion, l'élaboration de ces parcours, les bonnes pratiques, etc. Ces avantages sont d'autant plus nombreux que ces relations sont régulières et s'inscrivent dans le cadre d'un réseau de SIAE locales.

### **L'insertion par l'activité économique en 2014. Année de mise en œuvre de la réforme du financement de l'État**

**DARES analyses, 09/2016, n° 51, 10 p.**

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques>

Fin 2014, près de 130 000 salariés en insertion travaillent dans une structure de l'insertion par l'activité économique (IAE), correspondant à 64 600 équivalents-temps plein. Répartis dans 3 700 structures conventionnées par l'État, 46 % de ces salariés sont mis à disposition par une association intermédiaire (AI), 34 % travaillent dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) et les autres, dans une entreprise d'insertion (EI, 10 %) ou pour une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI, 10 %).

### **Emploi, travail, insertion : quelques problématiques pour baliser le débat territorial / CHABANEL Boris**

**Millénaire 3, 09/2016, 20 p.**

<http://www.millenaire3.com/ressources/emploi-travail-insertion-quelques-problematiques-pour-baliser-le-debat-territorial>

Afin d'alimenter cette grande réflexion collective sur les champs de l'emploi, du travail et de l'insertion, le présent document propose une revue de quelques problématiques structurantes.

## 9. JEUNES

---

**Daniel Marcelli : «Lorsque aucune reconnaissance n'existe, l'adolescent va vers la destruction»**

**Actualités sociales hebdomadaires, 09/09/2016, n° 2974, p. 30-31**

« J'ai la rage... » Dans la bouche des adolescents, l'expression est devenue courante. Pour le pédopsychiatre Daniel Marcelli, elle est le signe d'un changement de fond de notre société, passée de l'ère du sujet à celle de l'individu. Avoir la rage, explique-t-il dans un ouvrage qui vient de paraître, exprimerait ainsi un besoin exacerbé de reconnaissance. Avec tous les risques de dérives que l'on imagine.

**Une résidence étudiante hors du commun**

**Alternatives économiques, 09/2016, n° 360, p. 58-60**

En 2015, a ouvert à Lyon une résidence, portée par l'association Habitat et Humanisme, où cohabitent étudiants et personnes convalescentes, plus âgées.

<http://www.habitat-humanisme.org/>

**Eloge de l'ennui / LE FOURN Jean-Yves, VALENTIN Jean-Jacques**

**Enfances & psy, 2016, n° 70, p. 6-108**

Une part de vérité habiterait-elle l'ennui, qu'il faille le tromper ? Par une organisation des loisirs et de l'école ou encore une occupation de l'adulte, au-delà de toute mesure. Car l'ennui génère de l'inquiétude : quelque chose ou quelqu'un, qui répondait, ne répond plus. C'est pourquoi, peut-être, l'ennui appelle prioritairement la figure de l'adolescent, aux prises avec un travail de deuil d'abord, puis de réappropriation lente de ses pensées. Imagine-t-on une vie sans l'ennui ? Sous l'étymologie réelle de l'ennui – in odio esse, être dans la haine –, perce une référence à la nuit, à l'insomnie, au désœuvrement, c'est-à-dire au désir d'autre chose. Mais ne peut-on s'ennuyer à mourir ?

D'un ennui dont l'indifférence à tout, le désintérêt, la dépression ou la mélancolie seraient les autres noms ? C'est alors qu'il conviendrait non seulement d'entendre l'ennui dans sa valeur de signe, mais d'en préciser – de l'ennui de l'enfant précoce à celui de l'enfant suicidaire – les caractéristiques annonciatrices au regard du trouble qui le sous-tend.

## 10. LOGEMENT

---

**Financement de la politique d'hébergement et d'accès au logement : l'analyse de la FNARS**

**Fnars.org, 26/09/2016**

<http://www.fnars.org/champs-d-action/hebergement-logement/>

Afin de mettre la stratégie gouvernementale de sortie de l'urgence et d'accès prioritaire au logement à l'épreuve de la réalité, la FNARS publie chaque année une analyse détaillée des principales dépenses engagées dans le secteur accueil, hébergement et insertion (AHI) et formule des recommandations pour alimenter l'élaboration de la loi de finances initiales.

**Le droit d'habiter la cité. Les enjeux de la domiciliation des SDF / LOISON-LERUSTE Marie**

**Vie des idées (Ia), 20/09/2016, 7 p.**

[http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20160920\\_domiciliation.pdf](http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20160920_domiciliation.pdf)

La sociologue Marie Loison-Leruste montre comment la domiciliation des personnes sans domicile constitue leur clé d'entrée dans le droit. Au delà de la réflexion sur le non-recours, suggère-t-elle, il est urgent que l'État soutienne les professionnels dans leur accompagnement.

## **Droits et obligations des personnes hébergées. Cadre juridique, enjeux, préconisations et témoignages d'expériences**

**Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale, 2016, 128 p.**

[http://www.fnars.org/images/stories/sites\\_regions/Ile\\_de\\_France/Logement/guide/MANUEL\\_VF-maquette-web.pdf](http://www.fnars.org/images/stories/sites_regions/Ile_de_France/Logement/guide/MANUEL_VF-maquette-web.pdf)

Après deux années d'élaboration, et en lien avec les formations organisées par la Fnars Ile-de-France depuis 2012 sur le sujet, le Manuel « droits et obligations des personnes hébergées » est disponible en ligne !

Réalisé à la fois par des juristes et des professionnels du secteur AHI, il vise à appuyer les associations gestionnaires d'établissements sociaux - relevant de la loi du 2 janvier 2002, mais pas uniquement - dans la mise en œuvre des droits et obligations des personnes qu'elles hébergent. Il est organisé en 5 parties : accès à l'hébergement, accueil et entrée dans l'établissement, droits et libertés fondamentaux, obligations des parties et fins de prise en charge.

Il présente pour chacune de ces thématiques un rappel du cadre juridique, un tour d'horizon des difficultés et enjeux parfois rencontrés par les gestionnaires pour l'appliquer, et propose quelques pistes pour y faire face, ainsi que des témoignages d'expériences associatives.

## **11. PAUVRETE - LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS**

---

### **Le droit d'habiter la cité. Les enjeux de la domiciliation des SDF / LOISON-LERUSTE Marie Vie des idées (Ia), 20/09/2016, 7 p.**

[http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20160920\\_domiciliation.pdf](http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20160920_domiciliation.pdf)

La sociologue Marie Loison-Leruste montre comment la domiciliation des personnes sans domicile constitue leur clé d'entrée dans le droit. Au-delà de la réflexion sur le non-recours, suggère-t-elle, il est urgent que l'État soutienne les professionnels dans leur accompagnement.

### **L'accueil citoyen, une solution d'avenir ?**

**Actualités sociales hebdomadaires, 16/09/2016, n° 47, p. 22-25**

Si l'accueil des réfugiés chez des particuliers est aujourd'hui soutenu par la ministre du Logement, des associations proposent aussi cet accompagnement solidaire à des personnes malades ou sortant de prison, afin de faciliter leur insertion par un environnement chaleureux et apaisant. Une offre complémentaire aux dispositifs classiques qui pourrait s'étendre à d'autres publics.

- Bienvenue chez Françoise et Jean-Pierre, « famille relais » nantaise

<https://singa.fr/>

### **Pauvreté, l'état d'urgence sociale**

**Gazette sante social (Ia), 09/2016, n° 132, p. 15-22**

Lancé en janvier 2013, le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale touche à sa fin. Après une augmentation plus qu'alarmante entre 2008 et 2012, le taux de pauvreté se serait stabilisé fin 2014 (ce n'est qu'une estimation), à 14,2% de la population. Le gouvernement y voit le résultat des mesures prises (minima sociaux, accès aux soins, prime d'activité, hébergement d'urgence). Les acteurs de terrain pointent eux un déficit d'animation territoriale et d'appropriation locale et demandent que le gouvernement affecte des moyens beaucoup plus importants sur les besoins prioritaires, notamment en matière d'éducation, d'emploi, et de logement.

- Agde installe un point conseil pour prévenir le surendettement

- A Marseille, Emmaüs Connect expérimente le "numérique pour tous"

- Des effets impossibles à chiffrer

- Pour se relever, la Grèce mise sur la santé

<http://emmaus-connect.org/>

<http://www.encre-bleue.com/>

### **"Multiplier les formations coconstruites" avec les "usagers"**

**Actualités sociales hebdomadaires, 09/09/2016, n° 2974, p. 15**

Du 2 au 8 septembre s'est déroulé à l'Institut régional du travail social (IRTS) Hauts-de-France (site métropole lilloise) un module de formation intitulé « Accompagner les personnes en situation de précarité et d'exclusion », dont l'originalité est d'avoir été coconstruit avec des personnes accompagnées et accueillies. Raoul Dubois, délégué du CCRPA (conseil consultatif régional des personnes accueillies et accompagnées) Nord- Pas-de-Calais et membre du comité d'organisation de la formation, revient sur cette initiative.

### **Bienveillance et résilience**

**Quart monde, 2016, n° 262**

"Comme très souvent, ce sont les plus exclus et humiliés qui nous permettent d'interroger ce qui, au fond des êtres, les pousse à investir dans d'autres humains, et à clarifier sous quelles conditions un humain peut accepter une aide et en faire bon usage pour sa propre vie."

Extraits de l'introduction de Martine Hosselet-Herbignat

### **Accueil téléphonique et dématérialisation des services publics**

**Défenseur des droits, 2016, 86 p.**

<http://www.defenseurdesdroits.fr/publications/rapports/rapports-thematiques/accueil-telephonique-et-dematerialisation-des-services>

La problématique de l'accès aux droits se trouve renouvelée depuis une dizaine d'années du fait de la diffusion spectaculaire d'internet. En France, les nombreux services publics et administrations délivrant des prestations aux personnes, fondées sur des droits définis par le législateur et les pouvoirs publics, ont pour beaucoup su accompagner cette mutation au bénéfice des usagers. Les démarches ont été simplifiées dans un nombre important de cas, puisqu'au lieu de faire la queue, parfois interminable, dans des bureaux bondés, quelques clics permettent aujourd'hui d'accéder aux renseignements et démarches souhaités. Dans ce contexte, la place et le rôle de l'accueil téléphonique, mode classique de relation avec les services publics, s'en trouvent modifiés et méritent d'être étudiés. L'enquête mystère, dont les résultats sont ici présentés, a été menée afin d'appréhender l'impact de la dématérialisation sur l'accès aux services publics, en étudiant les capacités d'accueil, d'écoute et de réponse aux sollicitations téléphoniques des usagers, et en particulier les réorientations sur les sites internet. Trois grands organismes qui incarnent des services publics essentiels et généralistes, l'Assurance maladie (CNAMTS), la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) et Pôle emploi, ont été choisis pour cette enquête mystère<sup>1</sup>.

### **Inégalités sociales et migratoires. Comment l'école amplifie-t-elle les inégalités ?**

**Conseil national d'évaluation du système scolaire, 09/2016, 136 p.**

<http://www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2016/09/160926-Inegalites-scolaires.pdf>

Le Cnesco a mobilisé 22 équipes de chercheurs français et étrangers (sociologues, économistes, didacticiens, psychologues). Ce travail collectif, jamais accompli en France, permet de mesurer et de comprendre l'ampleur et les formes réelles des inégalités sociales et migratoires et comment l'école française fabrique de l'injustice scolaire.

Le rapport du Cnesco tend à montrer que les inégalités sociales à l'école empruntent des formes multiples : inégalités de traitement dans les ressources d'apprentissage dont les élèves disposent réellement à l'école, inégalités dans leurs résultats scolaires, inégalités sociales dans les orientations, dans les diplômes et même dans le rendement des diplômes sur le marché du travail.

L'école hérite d'inégalités familiales mais produit, en son sein, à chaque étape de la scolarité des inégalités sociales de natures différentes qui se cumulent et se renforcent.

## 12. PERSONNES AGEES

---

**La pensée du jour: des aidants à accompagner / CLERCQ Yves  
Ilderco, 26/09/2016**

<https://iderco.wordpress.com/2016/09/26/la-pensee-du-jour-des-aidants-a-accompagner/>

Quelques extraits d'une tribune r publiée cet été dans le journal du médecin coordinateur...

**Une mission sur la maltraitance financière confiée à Alain Koskas  
Actualités Sociales Hebdomadaires - n° 2976 du 23/09/2016**

Pointant « *une progression alarmante de malversations financières à la personne âgée au domicile et en établissement* », Pascale Boistard a confié une mission à ce sujet à Alain Koskas, gérontologue et président de la Fédération internationale des associations de personnes âgées. C'est ce qu'a annoncé la secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées et de l'autonomie, le 21 septembre lors d'un colloque organisé à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la maladie d'Alzheimer. Déjà auteur en 2011 d'un rapport sur la maltraitance financière à l'égard des personnes âgées dans les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, Alain Koskas devra rendre ses conclusions en janvier 2017, ont indiqué les services de Pascale Boistard dans un communiqué.

**Une convention entre le Réseau des villes amies des aînés et le secrétariat d'Etat aux  
Personnes âgées**

**Or-gris.org, 21/09/2016**

<http://www.or-gris.org/2016/09/une-convention-entre-le-resea>

Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des Personnes âgées et de l'Autonomie, et François Rebsamen, maire de Dijon et président du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA° ont signé, le 6 septembre, une convention de partenariat, afin de renforcer les collaborations entre les deux parties.

**Suède : un modèle en voie d'essoufflement ?**

**Cahiers de la FNADEPA (les), 09/2016, n° 82, p. 39 -40**

Des personnes âgées en forme, vieillissant dans leurs meubles, sous l'œil attentif et sécurisant de l'Etat-providence. Un modèle de plus en plus écorné en Suède.

**Technicien coordinateur de l'aide psychosociale à l'aidant**

**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 38-39**

Depuis 2010, l'université de Bordeaux forme des travailleurs sociaux pour accompagner les aidants familiaux. Un métier qui peut s'exercer à domicile ou en structure et permet une meilleure coordination des acteurs.

**Un simulateur de vieillissement pour mieux accompagner la personne âgée**

**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 48**

Pour favoriser la prise de conscience et mieux appréhender les difficultés rencontrées par les personnes âgées, Geronfor propose une formation à l'aide d'un simulateur modulable.

**La garantie des droits des personnes âgées dépendantes**

**Revue française de droit administratif, 07/2016, n° 4, p. 720-726**

Cette étude entend déterminer quels sont les droits qui se trouvent particulièrement en danger dans le cadre de la prise en charge des personnes âgées dépendants, que celles-ci soient prises en charge au sein d'un établissement social ou médico-social, par un assistant familial au sein d'une famille d'accueil ou encore qu'elles soient aidées à domicile par l'intervention de différents professionnels (aides ménagères, infirmières, auxiliaires de vie...). En outre, il conviendra également d'étudier plus en détail le sort réservé aux droits reconnus à ces administrés et notamment les mécanismes juridiques destinés à en assurer la sauvegarde ainsi qu'à remédier à leurs éventuelles insuffisances. Au sein de ces droits et libertés reconnus et devant être garantis à tout administré, la liberté d'aller et venir occupe une place prépondérante.



### « Des Souris et des Hommes » /

**Gérontologie et société, 2016, n° 150, 187 p.**

La loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement traite le défi du vieillissement démographique autour de trois principes : anticiper, adapter, accompagner. Ce constat d'une société inadaptée questionne et nous nous proposons de le lier aux représentations effrayantes du vieillir.

En croisant les regards disciplinaires, ce numéro de Gérontologie et société est structuré en trois parties, il revient sur la peur et sa cristallisation autour du vieillissement qui conduit presque « naturellement » à la production d'un texte de loi ; puis sur les formes d'accompagnement des personnes âgées (par les proches et les professionnels), dont la réalité dépasse les enjeux financiers pour toucher au domaine des émotions, de l'intime et des dilemmes éthiques ; et enfin, sur les enjeux d'une vie autonome qui se structurent autour de différentes dimensions (anticipation, maintien à domicile, renforcement des droits et des libertés...).

Les articles de ce numéro nous ont ainsi conduits à proposer ce titre en forme de clin d'œil car « les meilleurs plans des souris et des hommes, souvent, ne se réalisent pas et ne nous laissent que deuil et douleur au lieu de la joie promise » (Robert Burns). Finalement, combattre la peur de vieillir nous paraît être le meilleur moyen de préparer une société inclusive qui n'aurait plus besoin de s'adapter à son propre vieillissement, qu'elle vivrait, enfin, comme une chance de se réunir : une société pour tous les âges.

<https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe-2016-2.htm>

### **De la silver économie à la silver autonomie**

**Caisse nationale d'assurance vieillesse, 2016, 27 p.**

Lancer une "dynamique d'innovation en matière de perte d'autonomie pour les années à venir". Tel est l'objectif affiché par la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) à l'issue de son conseil d'administration du 7 septembre, via notamment la publication de ce rapport. Avec cet ouvrage, elle entend "inciter les acteurs de la 'silver économie' à développer des innovations numériques et technologiques en faveur du 'bien vieillir' de tous les retraités et du maintien de l'autonomie des plus fragilisés". Une démarche qui s'inscrit dans le cadre de la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - les conférences départementales des financeurs doivent en effet diffuser les aides techniques plus largement auprès des personnes âgées.

<https://www.lassuranceretraite.fr/portail-info/files/live/sites/pub-bootstrap/files/pdf/rapports-documents-reference/Rapport-silver-Economie-a-Silver-Autonomie.pdf>

## **Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes**

### **Résultats de l'enquête « bientraitance » 2015**

**Actualités Sociales Hebdomadaires - n° 2975 du 16/09/2016**

L'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM) vient de rendre publics les résultats complets de l'enquête « bientraitance » 2015 menée auprès des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), dont elle avait dévoilé les principaux résultats en février dernier. L'ANESM pointe en particulier une « nette amélioration » en cinq ans des pratiques concourant à la bientraitance et à la qualité de vie des personnes hébergées et souligne le « rôle déterminant » des recommandations de bonnes pratiques professionnelles. Selon elle, les structures doivent poursuivre leurs efforts pour mieux se faire connaître sur leur territoire (intégrer les filières gériatriques et promouvoir leurs offres en matière d'accompagnement, notamment). Les résultats de l'enquête permettront à chaque EHPAD de se situer au regard des pratiques et des données moyennes nationales, a indiqué l'agence dans un communiqué du 12 septembre.

[http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport\\_complet\\_enquete\\_Bientraitance\\_Personnes\\_agees.pdf](http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_complet_enquete_Bientraitance_Personnes_agees.pdf)



**Télémédecine et infirmière de nuit : reportage dans trois Ehpad des Hauts-de-France**  
**Agevillagepro.com, 15/09/2016**

La télémedecine dans trois Ehpad des Hauts-de-France. Retour sur l'expérimentation d'une infirmière itinérante dans le Valenciennois.

**Construction et rénovation d'un Ehpad : intégrez-y la prévention des risques professionnels**  
**Cahiers de la FNADEPA (les), 09/2016, n° 135, p. 27-29**

Une excellente occasion de placer santé et la sécurité au travail au cœur du projet et formaliser en amont une réponse aux enjeux humains, économiques et réglementaires.

**Fiche pratique : le droit à l'image d'une personne en établissement pour personnes âgées**  
**Cahiers de la FNADEPA (les), 09/2016, n° 135, p. 34-35**

Nombreux sont les directeurs et équipes tentés de mettre la photo de leurs résidents sur la publicité de leur établissement ou sur leur carte de vœux, ou encore de poster sur internet la vidéo de cette animation particulièrement réussie qui a réuni résidents et salariés. Bonne idée en termes de communication, mais délicate juridiquement. Quelques conseils pratiques sur le droit à l'image d'une personne.

**Des activités physiques adaptées en maison de retraite médicalisée**  
**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 47**

La résidence Le Grand Pré d'Alboussière, dans l'Ardèche, met en place depuis 2014 des activités physiques adaptées au degré de dépendance. Elles ont notamment permis de diminuer la consommation médicamenteuse et les chutes.

**Des conditions de travail en EHPAD vécues comme difficiles par des personnels très engagés**  
**DREES - dossiers, 09/2016, n° 5, 32 p.**

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/des-conditions-de-travail-en-ehpad-vecues-comme-difficiles-par-des-personnels>

Les conditions de travail des soignants d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes changent sous l'effet de l'évolution récente des profils de résidents : amplification des tâches sanitaires au détriment du relationnel, renforcement des exigences de qualification des professionnels et du contrôle qualité, exigence accrue des résidents.

Aux dires des personnels soignants, travailler en EHPAD est difficile, aussi bien physiquement que psychologiquement, et la charge mentale y est importante. L'organisation du travail est souvent en tension et peut être source de dégradations des conditions de travail.

Les professionnels restent toutefois le plus souvent fortement engagés dans leur travail, tant professionnellement que personnellement. Des mécanismes de solidarité sont notamment mis en œuvre pour pallier certaines difficultés, mais restent fragiles.

**CPOM-EPRD : c'est parti !**

**Mensuel des maisons de retraite (le), 08/2016, n° 193, p. 15-19**

La réforme tarifaire est dans les starting-blocks. Les décrets devraient sortir en octobre mais chaque directeur commence à s'y intéresser. Le groupe SOS signera même dès septembre un 1er CPOM de 29 EHPAD.

**La délégation de service public, nouveau pays de cocagne ?**

**Mensuel des maisons de retraite (le), 08/2016, n° 193, p. 20-21**

D'un côté des communes qui ne souhaitent plus gérer en direct leurs Ehpad. De l'autre, des groupes privés commerciaux qui ont perdu l'espoir de se développer en France. Et si la délégation de service public était la solution ? Peut-être, mais à condition d'y aller avec prudence.

**Ehpad, PASA, UHR : leçon de vocabulaire**

**Mensuel des maisons de retraite (le), 08/2016, n° 193, p. 25-26**

Retour sur le décret 2016-1164 du 26/08/2016 qui vient (re)préciser les conditions d'organisation et de fonctionnement des Ehpad, des PASA et des UHR. A vos cahiers, voici donc quelques définitions...

### **Des jeux sérieux pour l'aide à domicile**

**Journal du domicile (le), 08/2016, n° 82, p. 17**

Après avoir essayé dans les secteurs de la santé ou de l'éducation, les serious games font leur apparition dans le médico-social avec trois objectifs : favoriser la prévention, appuyer la formation et soutenir le recrutement. Alors, gadget ou révolution ?

### **La nuit en EHPAD : un accompagnement à inventer / DESIMPEL Françoise, GIMER LAGNY Anne-Cécile**

**Cahiers de l'actif (les), 07/2016, n° 482-483, p. 75-88**

L'article aborde la question du lien entre la coordination (dans un sens fonctionnel) et la fonction de direction (chef de service ou directeur). Ce binôme, parfois infernal, parfois harmonieux, conditionne une partie du fonctionnement actuel des équipes médico-sociales... Comment se positionner sans être "hiérarchique" ? Est-il possible d'évacuer cette question ?

### **IDE de nuit en EHPAD : un enjeu important d'amélioration de la continuité des soins en EHPAD / GHIRARDELLO Pauline, CHANSIAUX BUCALO Christine**

**Cahiers de l'actif (les), 07/2016, n° 482-483, p. 89-98**

Fin 2011, il a été proposé par le Pôle médico-social de l'ARS Ile de France de mener une expérimentation liée à la présence d'infirmiers diplômés d'Etat (IDE) de nuit mutualisée sur plusieurs EHPAD de proximité... (Source : extrait Cahiers de l'Actif)

## **Logement / Maintien à domicile**

### **Une résidence étudiante hors du commun**

**Alternatives économiques, 09/2016, n° 360, p. 58-60**

En 2015, a ouvert à Lyon une résidence, portée par l'association Habitat et Humanisme, où cohabitent étudiants et personnes convalescentes, plus âgées.

<http://www.habitat-humanisme.org/>

### **Sud-Gironde "Une plateforme assiste les personnes âgées à domicile"**

**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 43-45**

Dans le Sud-Gironde, le projet de plateforme DomAssist a pour objectif d'apporter une aide numérique pour soutenir le maintien à domicile des personnes âgées en perte d'autonomie et accompagner leurs aidants. Deux phases d'expérimentation ont permis de comprendre les besoins des futurs utilisateurs et de valider les technologies.

## **Loi Adaptation de la société au vieillissement**

### **Pascale Boistard lance des travaux de suivi de la loi « vieillissement »**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 8**

Alors même que la fin du quinquennat approche, la secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées et de l'autonomie a décidé de lancer les premiers travaux d'évaluation des mesures phares de la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement. Travaux qui ont été confiés à l'inspection générale des affaires sociales, dont les premières conclusions sont attendues « pour la fin de l'année 2016 », a indiqué Pascale Boistard lors des Assises nationales de l'aide à domicile, le 19 septembre.

<http://social-sante.gouv.fr/actualites/presse/discours/article/discours-de-pascale-boistard-assises-nationales-de-l-aide-a-domicile-lundi-19>

**Les conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie peuvent être installés**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 16/09/2016, n° 2975, p. 42**

Conformément à la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, le comité départemental des retraités et personnes âgées et le conseil départemental consultatif des personnes handicapées sont aujourd'hui fusionnés pour donner naissance au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA), dont l'organisation et la composition sont précisées par un récent décret. Sa mission, rappelle le ministère des Affaires sociales et de la Santé dans un communiqué du 9 septembre : renforcer la démocratie participative au niveau local et faciliter la coconstruction des politiques publiques territoriales liées à l'autonomie et à la citoyenneté des personnes âgées et des personnes handicapées, en concertation avec les usagers et leurs proches, les représentants institutionnels locaux et les professionnels du secteur de l'âge et du handicap.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/9/7/AFSA1609280D/jo>

**EHPAD : un décret fixe les conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement**

**Actualités sociales hebdomadaires, 09/09/2016, n° 2974, p. 38-39**

Pris en application de la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, un décret définit les conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) ainsi que des dispositifs spécifiques implantés au sein de ces structures : pôles d'activités et de soins adaptés (PASA) et unités d'hébergement renforcées (UHR). Egalement applicables aux petites unités de vie, ces dispositions entreront en vigueur le 1er octobre prochain.

[https://www.legifrance.gouv.fr/jo\\_pdf.do?id=JORFTEXT000033070665](https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033070665)

## Maladie d'Alzheimer

**Vieillesse : La méthode Montessori adaptée aux personnes âgées par un neuropsychiatre américain (valoriser les capacités, développer l'autonomie et laisser l'individu être acteur de sa vie)**

**IFSI Angers - Actu Doc 26 septembre 2016**

<http://www.francetvinfo.fr/sante/senior/la-methode-montessori->

Pertes de mémoire, troubles du langage... les symptômes de la maladie d'Alzheimer sont progressifs et entraînent peu à peu une perte d'autonomie chez le malade. Pour aider ces patients, certaines maisons de retraite font appel à la méthode Montessori, souvent associée aux enfants. Un neuropsychiatre américain l'a adaptée aux personnes âgées. Les principes, eux, restent les mêmes : valoriser les capacités, développer l'autonomie et laisser l'individu être acteur de sa vie.

**France Alzheimer appelle les entreprises à s'emparer du sujet des aidants actifs**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 16-17**

<http://evenements.francealzheimer.org/sites/default/files/livre%20blancBD.pdf>

A l'occasion de la journée mondiale Alzheimer, le 21 septembre, l'association France Alzheimer et maladies apparentées a remis à Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées et de l'autonomie, un livre blanc intitulé « Plaidoyer pour les aidants en activité professionnelle ». Ils seraient aujourd'hui 4 millions dans cette situation, soit 47 % des 8,3 millions de personnes aidant un proche dépendant et 15 % des salariés en France (23 % chez les plus de 50 ans). Ce nombre sera, dans les décennies à venir, « statistiquement multiplié » en raison de divers facteurs (vieillesse de la population, prévalence accrue des maladies chroniques, probable recul de l'âge de départ à la retraite).

<http://evenements.francealzheimer.org/node/453>

## **Oser un atelier bricolage avec des malades Alzheimer : l'expérience de l'Ehpad Solesmes d'Eragny sur Oise**

**Cahiers de la FNADEPA (les), 09/2016, n° 135, p. 25-26**

Plus qu'un moment de plaisir, ces ateliers sont de véritables instants thérapeutiques.

- L'animation un véritable projet de vie
- Des soignants formés et intégrés

## **Quelle animation pour les malades Alzheimer ? La médiation artistique et les troubles de la conscience de soi et de l'environnement**

**Cahiers de la FNADEPA (les), 09/2016, n° 82, p. 30-32**

A un stade avancé de la maladie d'Alzheimer, le malade perd la notion de son environnement, des autres et de lui-même. Il en découle naturellement une désorientation spatiale, il n'a plus conscience des personnes de son entourage, des objets, de lieux. Il déambule souvent dans une sorte d'ignorance de ce qui l'entoure.

- La conscience habituelle du monde ambiant
- La médiation artistique

## **Santé**

### **Les troubles cognitifs.**

**Cahiers de la FNADEPA (les), 09/2016, n° 135, p. 5-13**

Retour sur le 31ème congrès de la FNADEPA. 13 et 14 juin 2016

Comment appréhender cette problématique dans toute sa complexité ? Comment s'adapter ?

Autant de questions soulevées pendant ces deux jours.

- Comment les troubles cognitifs modifient-ils la société ?
- Liberté d'aller et venir/sécurité : concilier l'inconciliable
- Augmentation des besoins et des coûts : faut-il réinventer le métier de directeur ?
- Quel impact sur l'organisation du travail, à domicile et en établissement ?
- La spécialisation des établissements et des services est-elle inéluctable ?

### **Les nouveaux droits des malades en fin de vie sont précisés**

**Actualités sociales hebdomadaires, 16/09/2016, n° 2975, p. 45-46**

Mesure phare de la loi du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie, le droit à une sédation profonde et continue jusqu'au décès est entré en vigueur après la parution au Journal officiel d'un décret précisant ses conditions d'application. Un deuxième décret et un arrêté définissent, eux, les modalités d'usage des directives anticipées, dont la portée a été renforcée par la loi.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/8/3/AFSP1618421D/jo>

## **13. PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

---

### **Wheeliz, l'autopartage pour les handicapés**

**Alternatives économiques, 09/2016, n° 360, p. 61**

Economie collaborative. Wheeliz propose aux particuliers handicapés de louer leur véhicule aménagé.

<https://www.wheeliz.com/fr>

### **Technicien coordinateur de l'aide psychosociale à l'aidant**

**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 38-39**

Depuis 2010, l'université de Bordeaux forme des travailleurs sociaux pour accompagner les aidants familiaux. Un métier qui peut s'exercer à domicile ou en structure et permet une meilleure coordination des acteurs.

**Handéo se penche sur les causes des refus d'intervention à domicile**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 18**  
<http://www.handeo.fr/etudes-rapports-et-recherches>

Quelles sont les raisons qui amènent un service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) à arrêter ou à refuser une intervention auprès d'une personne en situation de handicap ? C'est ce qu'a cherché à identifier l'Observatoire national des aides humaines d'Handéo à travers une étude rendue publique le 20 septembre. « En explorant ce sujet encore méconnu », Handéo a souhaité « s'intéresser à la situation de ceux "dont personne ne veut" et qui encourent des risques de rupture dans leur parcours ». L'analyse des décisions d'arrêt et de refus d'intervention dans les SAAD met en effet en lumière « des situations qui peuvent être qualifiées par les acteurs de "complexes" ou de "limites", explique Handéo, révélatrices d'un écart entre ce que la personne attend comme aide et ce que le service est capable de réaliser comme prestation ».

**L'offre d'accueil des personnes handicapées dans les établissements et services médico-sociaux entre 2010 et 2014**

**DREES - études et résultats, 07/2016, n° 975, 6 p.**  
<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er975.pdf>

Fin 2014, les établissements et services médico-sociaux proposent 489 200 places dans 11 250 structures accompagnant des personnes en situation de handicap. Le nombre de places offertes par rapport à 2010 a augmenté à peine plus vite que la population totale (+5,6 %). L'offre continue de se développer plus rapidement dans les services que dans les établissements : pour les enfants, +15,2 % dans les services contre +0,4 % dans les établissements ; pour les adultes, +10,2 % dans les services, contre +5,4 % dans les établissements.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/l-offre-d-accueil-des-personnes-handicapees-dans-les-etablissements-et-services>

**Adaptations des documents écrits pour une meilleure participation sociale.**  
**Arfehga, 2016, 84 p.**

<http://www.arfehga.fr/wp-content/uploads/2015/02/Actes-JEG-2016.pdf>

Actes de la journée de l'Association pour la Recherche et la Formation des Ergothérapeutes de l'Hôpital de Garches du 4 février 2016 : "Handicap et participation sociale".

**Actes du colloque APIC du 10 mars 2016 : Les fratries face à la maladie neurologique rare**  
**APIC, 2016, 75 p.**

[http://www.myobase.org/doc\\_num.php?explnum\\_id=12397](http://www.myobase.org/doc_num.php?explnum_id=12397)

APIC est un réseau rhône-alpin dédié aux personnes atteintes par une maladie neuromusculaire ou neurodégénérative rare

## Autisme

**Enfants autistes. Unités d'enseignement en maternelle : une formule qui marche**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 09/09/2016, n° 2974, p. 26-29**

Les unités d'enseignement en maternelle accueillent des enfants avec autisme qui n'auraient pas pu être scolarisés autrement. Au cœur de leur fonctionnement : une collaboration étroite entre l'Education nationale et le secteur médico-social. Le dispositif, qui vient d'être doté d'un nouveau cahier des charges, va se développer plus vite que prévu : 110 unités sont planifiées pour 2017.

- Des premiers résultats très positifs

**Accompagnement à la crèche d'un enfant présentant un trouble envahissant du développement / BELLION-BANIDE Emilie  
Enfances & psy, 2016, n° 70, p. 129-139**

L'accueil en crèche d'un enfant présentant des symptômes de trouble du spectre autistique (tsa) pose la question des outils que le psychologue propose pour soutenir l'équipe et parents. L'accueil de l'enfant doit être adapté à ses besoins. Il passe par l'observation qui supporte des actions permettant d'aider les professionnels confrontés à la violence des symptômes. Le partenariat crèche et lieu-soin maintient l'investissement professionnel. Différencier espace-accueil et espace-soin soutient la parentalité et les professionnels. Cet article souligne les axes de prise en charge proposés à un enfant ted, à ses parents et à l'équipe de crèche ainsi que des pistes pour penser l'accueil de l'enfant ted parmi les autres.

## Ecole

**« L'enseignement spécialisé doit se "déspecialiser" » / LE CAPITAINE Jean-Yves  
Actualités sociales hebdomadaires, 09/09/2016, n° 2974, p. 32-33**

Le droit à la scolarisation des enfants handicapés a fait reculer les frontières de l'enseignement spécialisé. Ce dernier a toutefois encore un rôle important à jouer en mettant son expertise au service des élèves en difficulté que l'école inclusive ne sait pas traiter, défend Jean-Yves Le Capitaine, chef de service à l'institut public La Persagotière à Nantes.

## Emploi

**Loi relative au travail Droits des travailleurs handicapés  
Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 45-51**

Plusieurs dispositions de la loi du 8 août 2016 tendent à renforcer les droits et les garanties offerts aux personnes handicapées qui travaillent avec, notamment, la création d'un dispositif d'emploi accompagné et la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans les ESAT.  
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032983213>

## 14. POLITIQUE DE LA VILLE

---

**Quand les femmes changent la ville. Rapport de l'expérimentation nationale de marches exploratoires**

France médiation, 09/2016, 58 p.

[http://www.francemediation.fr/images/lang/fr/orki/rapport\\_france\\_mediation\\_marches\\_exploratoires\\_20\\_septembre\\_2016.pdf](http://www.francemediation.fr/images/lang/fr/orki/rapport_france_mediation_marches_exploratoires_20_septembre_2016.pdf)

Les premières marches exploratoires sont nées dans les années 1990 au Canada, à Toronto et Montréal, à l'initiative d'associations de femmes et de services municipaux. En 2014-2015, France Médiation a coordonné une expérimentation nationale de marches exploratoires de femmes, dans 12 villes. Ce projet vise à accompagner les femmes des quartiers en difficulté à devenir de véritables actrices de leur environnement urbain quotidien et à se réapproprier l'espace public et citoyen. Les marches sont des diagnostics de terrain conduits par des groupes d'habitantes, pour améliorer la vie quotidienne de leur quartier.

Concentré sur les quartiers prioritaires, le projet vise à :

- > Renforcer la place des femmes dans la démocratie participative locale.
- > Améliorer l'environnement urbain des quartiers et lutter contre les facteurs d'insécurité.
- > Favoriser l'utilisation du numérique comme outil de citoyenneté.



**Politique de la ville : chaud et froid sur les conseils citoyens /  
Maires de France, 09/2016, n° 338, p. 18**

Le projet de loi "égalité et citoyenneté" prévoyait de donner aux conseils citoyens un droit d'interpellation de l'Etat. La réaction des associations d'élus et des professionnels de la ville a été immédiate. Le premier examen du texte par les députés a déjà permis de revoir la formule.

**Médiations nocturnes dans les quartiers populaires : Le difficile métier de correspondant de nuit / POTIER Elwis**

**Cahiers de l'actif (les), 07/2016, n° 482-483, p. 143-145**

Avec leurs blousons jaunes, verts ou rouges, ils déambulent à la tombée de la nuit, dans des quartiers d'habitat social, ces quartiers dits "populaires" où la vie le soir est souvent plus agitée et inquiétante qu'en journée, pour rassurer les habitants, les pouvoirs publics et les bailleurs sociaux... [Extrait de l'introduction]

## 15. POLITIQUES SOCIALES

---

**Communes et départements, frères ennemis du social ?**

**Lagazette.fr, 09/09/2016**

<http://www.gazette-sante-social.fr/30994/relations-communes-departements>

Les liens entre la commune et le département en matière d'action sociale constituent rarement « un long fleuve tranquille ».

**RSA et aide à domicile : le gouvernement débloque des moyens pour soutenir les départements**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 7-8**

« Stop à la désinformation ! » Dans un communiqué commun du 16 septembre, la ministre des Affaires sociales et de la Santé ainsi que ses secrétaires d'Etat chargées de la lutte contre l'exclusion et des personnes âgées s'insurgent contre la campagne de mobilisation « indigne et mensongère », selon elles, lancée par l'Assemblée des départements de France (ADF) pour protester contre la « disparition des moyens d'action des départements » en matière de revenu de solidarité active (RSA), d'aide à domicile à destination des seniors ou de garde d'enfants du fait du désengagement de l'Etat. Chiffres à l'appui, elles tentent de démontrer que « l'Etat assume ses responsabilités », annonçant au passage le déblocage de quelques moyens nouveaux en faveur des départements, tout en exigeant d'eux qu'ils respectent la loi en matière d'aide aux personnes âgées.

<http://social-sante.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/campagne-de-l-ADF-stop-a-la-desinformation-318711>

<http://www.departements.fr/content/disparition-des-moyens-daactions-des-departements-desengagement-de-laetat-semaine-de-mobilisation-des-departements-du-19>

**Pour 1 euro investi en microcrédit, l'apport à la collectivité est de 2,38 euros**

**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 6**

Très souvent, l'économie sociale et solidaire, dans la mesure où elle est adossée à la fois à des ressources subventionnées et à des revenus du marché concurrentiel, est sommée de rendre des comptes. L'évaluation des services rendus à la collectivité est donc une question cruciale.

[http://www.gazette-sante-social.fr/wp-content/uploads/2016/06/ETUDE-SYNTHESE-MCPRO\\_270616\\_BD.pdf](http://www.gazette-sante-social.fr/wp-content/uploads/2016/06/ETUDE-SYNTHESE-MCPRO_270616_BD.pdf)

**Analyse des besoins sociaux : obligation maintenue mais en début de mandat**

**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 35**

Un décret du 21 juin 2016 impose la généralisation de l'analyse des besoins sociaux "dans l'année civile qui suit le renouvellement général des conseils municipaux". Si le caractère annuel disparaît, l'obligation demeure et invite à s'approprier pleinement cet outil.

**Où sont passées les associations ? / TERRAL Daniel, RONDOT Alain**  
**Vie sociale et traitements, 09/2016, n° 131, p. 12-64**

Que reste-t-il des associations, ces organisations collectives de la société civile où des citoyens se mettent ensemble pour agir ? Dans le social, le médicosocial et la psychiatrie, les associations sont devenues des entreprises de gestion. Les valeurs qu'elles pouvaient mettre en avant sont maintenant protocolisées et gravées dans le marbre de la loi : place des usagers, bientraitance, action collective... Qu'en disent et que font les "grosses" associations gestionnaires ? Qu'en disent et que font celles qui continuent à revendiquer des options, des particularités ? Les associations d'action institutionnelles – du petit club thérapeutique à l'association nationale – sont-elles toujours viables, menacées par les risques de "gestion de fait" et par la normalisation des pratiques thérapeutiques ? Que penser des nouvelles associations d'usagers, de patients, de familles ?

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2016-3.htm>

**"Le contrat à impact social : une bien curieuse innovation" / KNOLL Carol**  
**Journal de l'action sociale (le), 09/2016, n° 209, p. 40**

"Sur le papier cela redonne une belle capacité d'innovation aux acteurs associatifs qui sortiraient ainsi du rôle de prestataires dans lequel ils se disent souvent "enfermés". Mais sur le terrain, qu'en serait-il ? "

## 16. PROTECTION DE L'ENFANCE

---

**Précisions sur la mise en place du protocole départemental relatif à la prévention**  
**Lettre d'info du site des ASH, 26/09/2016**

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/96014/precisions-sur-la-mise->

Pris en application de la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant, un décret définit les modalités d'élaboration du protocole départemental de mise en oeuvre et de coordination des actions de prévention menées en direction de l'enfant et de sa famille. Pour mémoire, ce protocole doit être établi dans chaque département par le président du conseil départemental avec les différents responsables institutionnels et associatifs en matière de prévention.

Décret n° 2016-1248 du 22 septembre 2016 relatif au protocole de mise en oeuvre et de coordination des actions de prévention menées en direction de l'enfant et de sa famille (J.O. du 25 septembre 2016).

[https://www.legifrance.gouv.fr/jo\\_pdf.do?id=JORFTEXT000033141460](https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033141460)

**Des jeunes de MECS bénévoles dans des festivals. Dynamique culturelle**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 09/09/2016, n° 2974, p. 20-24**

Créée il y a trois ans à Toulouse par des éducateurs et éducatrices spécialisés, La Bénévolante propose à des jeunes de 14 à 20 ans accueillis en MECS de vivre une expérience encadrée en tant que bénévoles dans des festivals. Partenaire de 17 festivals en 2016, l'association a pu embaucher deux salariés.

<http://labenevolante.org/>

**Les actes usuels de l'autorité parentale / LEBRUN Pierre-Brice**  
**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 26-27**

Le code civil différencie les "actes usuels de l'autorité parentale" des "actes usuels relatifs à l'entretien et à l'éducation" : si les seconds sont accessibles aux tiers, les premiers sont exclusivement réservés aux titulaires (ou délégataires) de l'exercice de l'autorité parentale.

**Une maison d'enfants de l'Isère au Festival de Cannes**  
**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 46**

Un groupe de mineurs de la maison d'enfants "Les Tisserands" a réalisé un court-métrage présenté au Festival de Cannes

## **Protection de l'enfance : installation d'un comité d'experts pour déterminer les besoins de l'enfant**

**Actualités sociales hebdomadaires, 09/09/2016, n° 2974, p. 5-6**

Laurence Rossignol l'avait annoncé en juin dernier lors des IXes assises nationales de la protection de l'enfance : « une démarche de consensus va être menée [...] par Marie-Paule Martin-Blachais sur les besoins fondamentaux de l'enfant en protection de l'enfance ». La ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes a lancé officiellement le processus le 5 septembre avec l'installation d'un comité d'experts pluridisciplinaire (universitaires, juristes, professionnels du secteur, etc...). Parmi ses 13 membres, on retiendra notamment la présence d'Adeline Gouttenoire, professeure de droit à l'université de Bordeaux, directrice de l'institut des mineurs de cette ville et auteure d'un rapport sur la protection de l'enfance, de Catherine Sellenet, professeure de sciences de l'éducation à l'université de Nantes, et de Marcel Jaeger, professeur titulaire de la chaire de travail social et d'intervention sociale au Conservatoire national des arts et métiers.

Il leur est demandé, au travers de la réalisation d'auditions, de l'organisation d'un débat public – le 19 janvier prochain – et de la rédaction d'un rapport – attendu pour le 17 février 2017 – de « déterminer comment mieux répondre aux besoins de l'enfant en protection de l'enfance lorsque ces besoins n'ont pas été satisfaits dans leur parcours de vie ».

## **Protection des mineurs. Poursuites et condamnations pénales : les modalités d'information de l'administration précisées**

**Lettre du cadre territorial (la), 08/2016, n° 500, p. 56-58**

La loi d'Avril 2016 relative à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs a fixé un cadre juridique précis en la matière. Désormais, les collectivités, quand elles exercent une autorité administrative sur les adultes encadrant des mineurs, ont une feuille de route bien cadrée.

## **Y'a-t-il encore une psychiatrie pour l'enfance ? / CORNIERE Helene, RASSAT Philippe, DELOCHE Sandrine, RONGE Jean-Luc, FAVEREAU Sylvain**

**Journal du droit des jeunes, 04/2016, n° 354-355, p. 14-46**

- Quelle hospitalité pour la folie ? Hélène Cornière
- Appel des 39 : Non à la contention
- Quelle hospitalité pour la folie ? Intervention de Philippe Rassat
- Alerte ! Un enfant risque de ne pas être soigné, Sandrine Deloche
- Le dogme de l'austérité au service du soin psychique pour les enfants, ça donne quoi ? Sandrine Deloche
- L'hospitalisation sous contrainte des enfants : des droits en mode mineur Jean-Luc Rongé
- L'ITEP, pour qui, pour quoi faire ? par Sylvain Favereau

## **Du fil à retordre... L'autorité délabrée dans les situations de négligence éducative / HOURS Armelle**

**Enfances & psy, 2016, n° 70, p. 120-128**

L'autorité n'est pas un concept psychanalytique, pour autant c'est une notion primordiale sur le plan clinique, dans la mesure où elle est directement rattachée à la composition du lien triangulé. Les situations de maltraitance, de carences éducatives, de négligence, comportent assez régulièrement un certain nombre d'ingrédients pour le surgissement de la violence fondamentale. Lorsque la souplesse du lien, liaisons/déliations bien tempérées, fait défaut, toute tentative de prise de distance, de différenciation, vient immédiatement comme une menace. C'est pourquoi, bien souvent, l'intervention d'un tiers est si difficile à accepter, dans la mesure où celui-ci peut être vécu comme une menace. Cet article précise la spécificité clinique des situations de négligence éducatives ainsi que les problèmes d'autorité qui en découlent. Puis sont évoquées quelques séquences d'un groupe thérapeutique autour du conte dans lequel le « jeu avec un fil » a permis la reconquête d'un espace jusque-là en collapsus. L'appui sur la médiation peut s'envisager dans sa double dimension métaphorique et concrète, ce qui permet à l'enfant de faire l'expérience de cette restauration à l'appui sur une mobilisation active.

**Approche intégrée pour une justice respectueuse des besoins de l'enfant victime dans le meilleur intérêt de ce dernier. Pratiques européennes**

**La voix de l'enfant, 2016, 171 p.**

<http://www.oned.gouv.fr/actualite/approche-integree-pour-une-justice-respectueuse-besoins-lenfant-victime-dans-meilleur>

L'idée directrice de ce manuel est la recherche de l'amélioration des conditions de prise en charge et d'audition des mineurs victimes de violences sexuelles ou/et d'autres maltraitements tout au long de la procédure jusqu'au procès.

## Mineurs non accompagnés

**L'accueil citoyen, une solution d'avenir ?**

**Actualités sociales hebdomadaires, 16/09/2016, n° 47, p. 22-25**

Si l'accueil des réfugiés chez des particuliers est aujourd'hui soutenu par la ministre du Logement, des associations proposent aussi cet accompagnement solidaire à des personnes malades ou sortant de prison, afin de faciliter leur insertion par un environnement chaleureux et apaisant. Une offre complémentaire aux dispositifs classiques qui pourrait s'étendre à d'autres publics.

- Bienvenue chez Françoise et Jean-Pierre, « famille relais » nantaise

<https://singa.fr/>

**Un dispositif d'accueil saturé n'exonère pas un département de son obligation de prise en charge des mineurs isolés étrangers**

**Actualités sociales hebdomadaires, 16/09/2016, n° 2975, p. 44-45**

Dans un arrêt rendu le 27 juillet dernier, le Conseil d'Etat estime qu'un département expose des mineurs isolés à un traitement inhumain et dégradant quand il les laisse à la rue, dans une situation précaire et d'extrême vulnérabilité, en dépit d'une ordonnance de protection. Et qu'il ne peut pas s'exonérer de son obligation de prise en charge de ces jeunes au motif d'une saturation de ses capacités d'accueil.

<http://www.infomie.net/spip.php?article3277>

## 17. TRAVAIL SOCIAL

---

**Brigitte Bourguignon. Une politique à la barre du travail social**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 30-31**

La députée (PS) du Pas-de-Calais aura réussi à déminer le chantier de la réforme des diplômés. A la tête du Haut Conseil du travail social, cette femme engagée aux plans politique et social aura besoin de toutes ses qualités de médiatrice pour valoriser le travail social.

**La réorganisation d'une grande association. Management transversal**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 24-28**

Depuis 2007, sous l'impulsion de son directeur général, l'ADSEA de Seine-et-Marne a rénové l'organisation de ses 18 établissements, passant d'un fonctionnement vertical et autocentré à un management participatif. Pour ce faire, la direction a donné la parole aux salariés, a restructuré le siège et a créé des passerelles entre les entités.

**"Les cadres du social : des dominants dominés ?" / DENIMAL Dominique**

**Actualités sociales hebdomadaires, 16/09/2016, n° 47, p. 26-27**

Plusieurs auteurs défendent l'idée que les cadres seraient eux-mêmes pris dans un système de servitude volontaire à l'égard de leur organisation, s'investissant sans compter au nom de la performance et du respect des normes. Ce discours mérite toutefois d'être nuancé, parce qu'il nie la part subjective de tout acteur, analyse Dominique Denimal, assistant de service social, sociologue de formation, lui-même titulaire du Caferuis.

### **Gérer la violence des publics accueillis. Travail sous haute tension**

**Actualités sociales hebdomadaires, 16/09/2016, n° 47, p. 30-33**

La violence est-elle intrinsèque au travail social ? Des crachats aux coups portés, elle surgit régulièrement dans les ESMS, et souvent à l'encontre des professionnels. Avertissements, confrontations, méthodes de désamorçage, analyse... Différentes solutions sont mises en place par les managers.

### **Faire appel à un management de transition / DENIMAL Dominique**

**Actualités sociales hebdomadaires, 16/09/2016, n° 47, p. 36**

Certains comparent le manager de transition à un pilote de port, celui qui sort les gros bateaux du chenal mais ne va jamais en haute mer : il passe le relais à un pilote au long cours une fois qu'il a exécuté les manœuvres difficiles. Quand faire appel à lui, et comment ?

### **Denis Vallance, "Les travailleurs sociaux sont pour moi des experts des politiques publiques"**

**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 12**

Président de Territoires citoyens conseils et membre du conseil d'administration de l'ISSM, Denis Vallance a été élu président de l'Unaforis le 23 juin.

### **Technicien coordinateur de l'aide psychosociale à l'aidant**

**Gazette sante social (la), 09/2016, n° 132, p. 38-39**

Depuis 2010, l'université de Bordeaux forme des travailleurs sociaux pour accompagner les aidants familiaux. Un métier qui peut s'exercer à domicile ou en structure et permet une meilleure coordination des acteurs.

### **L'usager incertain face à l'indétermination du travail social / PRADES Jean-Luc**

**Cahiers de l'actif (les), 07/2016, n° 482-483, p. 167-178**

Cette étude tente de décrire l'évolution des relations entre usagers et professionnels dans le cadre du travail social. La mise en exergue de rapports complexes et paradoxaux s'appuie sur deux interventions menées par l'auteur : la première réalisée au sein d'une association d'aide à des personnes handicapées physiques ; la seconde prenant la forme d'une supervision auprès d'une équipe de travailleurs sociaux évoluant dans un hôpital public. L'ensemble des questions posées par ces deux interventions en milieu social et médico-social en pose d'autres quant au devenir largement indéterminé de ce secteur.

### **Médiations nocturnes dans les quartiers populaires : Le difficile métier de correspondant de nuit / POTIER Elwis**

**Cahiers de l'actif (les), 07/2016, n° 482-483, p. 143-145**

Avec leurs blousons jaunes, verts ou rouges, ils déambulent à la tombée de la nuit, dans des quartiers d'habitat social, ces quartiers dits "populaires" où la vie le soir est souvent plus agitée et inquiétante qu'en journée, pour rassurer les habitants, les pouvoirs publics et les bailleurs sociaux... [Extrait de l'introduction]

### **Sens du travail social : une approche européenne**

**Revue française de service social, 2016, n° 262, p. 8-109**

- La sphère juridique européenne et les ONG
- Le travail social : un engagement pour faire face à la pauvreté
- La santé, une préoccupation du travail social
- Travail social et valeurs communes

### **Basculer du suivi des usagers vers l'accompagnement des personnes / GUINET Philippe**

**Revue française de service social, 2016, n° 262, p. 110-116**

Co-construction, démocratie participative, accompagnement...notions détaillées par l'auteur dans le cadre de son parcours professionnel. Les applications qu'il souhaite utiliser dans sa pratique actuelle de cadre du service éducatif en milieu ouvert de l'ADSEA04.

## 18. VIOLENCES

---

### **Perceptions de l'égalité entre les femmes et les hommes en France Ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, 09/2016, 21 p.**

<http://www.familles-enfance-droitsdesfemmes.gouv.fr/wp-content>

Les résultats de l'enquête CSA commandée par Laurence Rossignol et réalisée auprès de plus de 2500 personnes représentatives de la société française : « Perceptions de l'égalité entre les femmes et les hommes en France : regards croisés » ont montré que les injustices liées au sexisme sont récurrentes.

Par exemple, 4 femmes sur 10 ont été récemment victimes d'injustices ou d'humiliations parce qu'elles sont des femmes ; les milieux scolaires et professionnels étant notamment particulièrement touchés par ces manifestations du sexisme.

Par ailleurs, se mobiliser contre le sexisme est apparu comme une nécessité pour la majorité des interrogé.e.s : par exemple, la moitié se dit féministe (57% des femmes et 45% des hommes).

### **Cybersexisme chez les adolescent-e-s (12-15 ans) - Etude sociologique dans les établissements Franciliens de la 5e à la 2nde Centre Hubertine Auclert, 09/2016, 84 p.**

1ère étude en France portant sur le phénomène du Cybersexisme. Etude coordonnée par le Centre Hubertine Auclert et réalisée par l'Observatoire Universitaire International d'Éducation et Prévention (OUIEP) de l'Université Paris Est Créteil, auprès de 1200 élèves franciliens.

<http://www.centre-hubertine-auclert.fr/etude-cybersexisme>

## 19. ACQUISITIONS

---



### **Petite enfance et handicap. Famille, crèche, maternelle / BEDOIN Diane, JANNER-RAIMONDI Martine**

**Presses universitaires de Grenoble, 2016, 279 p.**

Comment se passe la découverte du handicap dans la famille avant et après la naissance ? Comment se modifient les relations avec la fratrie ? Comment accueillir les enfants en situation de handicap en milieu « ordinaire » : crèche et école maternelle ?

Cet ouvrage traite de la prise en compte du handicap chez l'enfant de 0 à 6 ans. Les auteurs donnent la parole aux acteurs concernés par les projets d'inclusion de jeunes enfants en situation de handicap : parents, puéricultrices, auxiliaires de puériculture, enseignants, auxiliaires de vie scolaire, mais aussi camarades de classe. Les tensions autant que les points d'appuis constructifs pour un accueil favorable de l'enfant handicapé en milieu ordinaire sont ainsi mis en évidence.

Les résultats de ces recherches intéresseront les parents, les professionnels de la petite enfance et de l'éducation, les responsables de structures collectives accueillant de jeunes enfants ainsi que les responsables d'associations et les chargés de mission petite enfance, au niveau des collectivités locales. Cet ouvrage s'adresse également aux étudiants se destinant à ces métiers, et aux chercheurs spécialistes du champ.



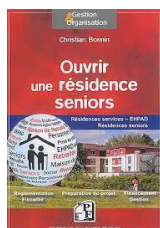


**Construire une démarche d'expertise en intervention sociale / GUELLIL Akim, GUITTON PHILIPPE Sandra**  
**ESF, 2016, 236 p.**

Dans un environnement social et politique de plus en plus contraint et face à des problématiques de population de moins en moins saisissables, les établissements et services d'intervention sociale sont conduits à élaborer des réponses innovantes, à façonner de nouvelles lectures des situations rencontrées.

Dans ce contexte en tension croissante, construire une démarche d'expertise en intervention sociale représente un enjeu essentiel pour les professionnels de l'action sociale et médico-sociale, comme pour l'ensemble des acteurs impliqués dans son développement (conseils d'administration associatifs, pouvoirs publics...).

Désormais, l'expertise est une compétence instituée dans la formation de la nouvelle génération de travailleurs sociaux et cadres du secteur social et médico-social. Elle leur permet non seulement de définir et d'adapter l'offre de services, de la situer sur son territoire, mais également de positionner sa qualité tant à l'égard des situations spécifiques des personnes prises en compte qu'en référence aux orientations des politiques publiques. Note d'aide à la décision (CAFDES), dossier technique (CAFERUIS), étude terrain (DEIS), expertise sociale (DEASS)... sont autant de supports au service des organisations sociales, elles-mêmes au service des populations.



**Ouvrir une résidence seniors. Résidences services, EHPAD, Résidences seniors, Groupes de résidences / BONNIN Christian**  
**Puits fleuri (Éditions du), 2016, 245 p.**

Le vieillissement de la population est un phénomène grandissant.

D'ici 2020, on estime qu'1 Français sur 4 aura plus de 65 ans, et en

2030 ils seront plus de 44%. Dès lors, les besoins en établissements adaptés pour les seniors sont en constante augmentation et de nombreuses résidences doivent être créées.

Si plus de 90% des résidences actuelles sont la propriété de grands groupes, il y a place – et il y en aura de plus en plus – pour des investisseurs-exploitants indépendants.

Ce livre est donc destiné à quiconque envisage de créer une résidence senior en la construisant, puis en l'exploitant. Il l'est aussi à ceux qui désirent mieux connaître le fonctionnement d'une résidence seniors et ainsi de poser les bonnes questions avant tout investissement.



**Naissances : pour une éthique de la prévention / MOLENAT Françoise**  
**Eres, 2016, 130 p.**

Dans cette nouvelle édition actualisée, Françoise Molénat rend compte d'une démarche éthique novatrice, initiée en fin des années 1970, actuellement en pleine dynamique. Elle pose les bases éthiques de tout travail de prévention précoce mené par les équipes de périnatalité auprès des familles en souffrance.

La prévention de la maltraitance, des troubles du développement, des dépressions parentales est à portée de main. Changer les habitudes exige un effort collectif pour que les regards se croisent, que les cultures se métissent et que la position de « prévenance » s'impose avant la survenue des troubles en santé mentale. Pour cela, sont requises la rigueur interdisciplinaire et surtout une exigence éthique quant au respect de la place de sujet de chaque interlocuteur concerné, sans laquelle des parents blessés dans leur image d'eux-mêmes risquent de fuir toute proposition d'accompagnement.

Des témoignages émaillent cette réflexion qui s'appuie sur la subjectivité des parents, mais aussi sur celle des intervenants proches d'une famille en construction. Les questions éthiques inhérentes à l'avancée dans la part intime des familles sont le fil directeur de l'ouvrage.



**Terres d'accueils. Récits d'assistants familiaux / DIETERICH Florence, DOS SANTOS Christine, AMBLARD Maryline  
Bord de l'eau (Éditions le), 2015**

Rencontrer, recueillir les témoignages, les partager... Respecter les mots, les personnes invitées dans le récit... Construire comme une chaîne d'histoires, parfois fugitives, parfois plus longues... Comme un reflet des émotions quotidiennes : joies, peines, doutes, déceptions, surprises...

Faire enfin une « pause » dans le quotidien qui court sur le temps de l'accueil, pour raconter cette vie avec les enfants que « les autres » ne connaissent pas, ou peu.

Ce que les assistants familiaux sont. Ce qu'ils font. Ce qu'ils doivent être et faire.

Autant de scènes compilées ici par l'association AF Collectif, en « brèves » ou en petites histoires, pour tenter d'animer cet incroyable défi qu'est l'accueil familial.



**Piloter la qualité de service et réussir ses évaluations / CHARLEUX François, JOUVE Sylvain  
ESF, 2016, 165 p.**

Les auteurs, forts de l'expérience acquise au sein d'un organisme habilité ayant conduit plus de 600 évaluations externes d'établissements et services sociaux et médico-sociaux, retranscrivent ici les dispositifs garants d'un accompagnement social ou médico-social de qualité.

Ce guide, outre un panorama des exigences réglementaires et des recommandations de bonnes pratiques professionnelles, propose une démarche d'amélioration continue qui soit porteuse de sens pour les professionnels. Ainsi, l'ouvrage est une invitation à repartir des finalités de l'accompagnement et de la

question, toujours essentielle, des droits de la personne accueillie.

Ce livre, dans un style synthétique et doté de fiches outils prêtes à l'emploi, s'adresse aux directeurs et aux cadres du secteur social et médico-social désireux de relancer la dynamique évaluative au sein de leur établissement, dans une visée plus réflexive que normative.



**L'enfant, le médecin et le psychanalyste. Une aventure partagée en Protection maternelle et infantile / FRITZ Marie-Thérèse, TRICOT Monique  
Eres, 2016, 288 p.**

Ce livre témoigne d'une expérience originale en Protection maternelle et infantile où médecins et psychanalystes travaillent ensemble auprès d'enfants et de leurs familles, tant dans les consultations que dans la formation et la réflexion.

Dans les consultations en binôme médecin-psychanalyste ouvertes dès les années 1980, le corps de l'enfant, corps vivant, corps parlant et parfois corps souffrant, est au centre de l'attention. L'écoute de ce qui se dit dans les mots est doublée d'une attention intense à ce qui se montre dans le corps. Dans ce travail exigeant auprès

de familles en grande difficulté sociale, se conjuguent ainsi acte analytique et acte médical. Au-delà de la reconnaissance de l'enfant et de sa souffrance, il s'agit de laisser venir une parole qui le traverse. L'inconscient qui surgit au cours des consultations est parfois tellement bouleversant qu'il peut saisir violemment chacun dans son histoire. Prendre de l'écart, prendre le temps, accueillir, contenir, est souvent périlleux, sur un fil, tant la douleur transgénérationnelle peut être intense.

À partir de nombreux exemples cliniques, les auteurs rendent compte concrètement de la place que la psychanalyse peut tenir dans un service public ouvert à tous, de son apport dans le domaine de la prévention précoce « prévenante », quand il existe une vraie confiance entre les professionnels de la santé, de l'éducation et du secteur médico-social sur un même territoire.



**Forces et souffrances psychiques de l'enfant - Tome 3 : Approches thérapeutiques : espoirs et inquiétudes / LEMAY Michel**  
**Eres, 2016, 572 p.**

Michel Lemay nous livre ici un témoignage exceptionnel. Il présente sur un mode personnel et engagé les principales approches thérapeutiques susceptibles d'aider des enfants et des adolescents en difficultés psychiques à atténuer leurs souffrances et à retrouver des forces pour créer.

Comme dans les deux volumes précédents de cette trilogie, où il transmet ses expériences basées sur plus de cinquante ans de travail en pédopsychiatrie et en éducation spécialisée, en France puis au Canada, l'auteur montre, avec de nombreux exemples cliniques, la nécessité d'avoir une vision globale, intégrative, historique et critique des principales approches thérapeutiques. Il le fait avec clarté et rigueur, tout en exprimant ses inquiétudes et ses désaccords par rapport aux tendances actuelles à rechercher des résultats immédiats par des thérapies centrées sur le symptôme, souvent discontinues et basées sur des positions trop réductionnistes et simplistes.

11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bi-mensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :

Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n° 2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettre n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothee PLARD (lettre n°1).